3ème CONCOURS D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2012

Note de synthèse, à partir d'un dossier, permettant de vérifier l'aptitude du candidat à faire l'analyse et la synthèse d'un problème et d'apprécier les connaissances acquises ayant trait, au choix du candidat, sur :

La sociologie

EPREUVE N° 19

Durée : 4 h
Coefficient : 5

SUJET :

Face à une société en crise dont vous mesurerez la gravité (P. Viveret), montrez, à l'aide des textes ci-joints, les formes d'un nouveau pacte social et la place occupée, revendiquée ou laissée à l'innovation sociale.

DOCUMENTS JOINTS

Document n° 1	L'Etat social n'est pas dépassé. Comment continuer à l'instituer ? Patrick Viveret –Vie sociale n°4 2011	**Page 2**
Document n° 2	40 ans d'alternatives. - Territoires nov. 2011	**Page 15**
Document n° 3	Evaluation et dialogue citoyen à Nantes. Le journal de l'action sociale fév. 2012	**Page 17**
Document n° 4	« Nous sommes des analphabètes de la démocratie à penser qu'elle ne se fait que par calendriers électoraux ». Entretien de Jo Spiegel. - Le journal de l'action sociale fév. 2012	**Page 20**
Document n° 5	Territoires et dépendances – Territoires nov. 2011	**Page 22**
Document n° 6	Développement humain. - Alternatives économiques fév. 2011	**Page 25**

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies** : pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs. Seuls la date du concours et le destinataire, (celui-ci est clairement identifié dans l'énoncé du sujet) sont à porter sur la copie.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

L'État social n'est pas dépassé
Comment continuer à l'instituer

Patrick Viveret*

Il faut entendre le titre de cet article non pas dans un sens velléitaire ou nostalgique, mais dans la perspective du nouveau paradigme qui a déjà été évoqué.

Si on l'entend au sens historique du terme de l'État social, tel qu'il s'est construit dans le contexte de la reconstruction après la deuxième guerre mondiale, financé pour l'essentiel par les fruits d'une croissance où la question écologique était absolument inconnue et pour l'essentiel dans une économie à caractère national ; si on l'entend sur ce mode-là, on peut passer notre temps à pleurer sur le fait que cet État social est derrière nous, et on est dans des stratégies défensives pour en garder quelques lambeaux plutôt que dans des stratégies dynamiques.

On ne peut continuer ou plutôt refonder cette perspective d'une République dans laquelle l'État social joue un rôle structurant que si pour autant on l'articule avec la nature des mutations contemporaines, qui sont à la fois des mutations que l'on peut lire à travers l'interaction actuelle entre la crise sociale, écologique, financière, mais qui aussi sur une plus longue durée correspondent à la fin d'un grand cycle historique qui est celui caractérisé par ce que Max Weber avait appelé « *le passage de l'économie du salut au salut par l'économie* ».

Dans le nouveau paradigme sur lequel nous devons travailler qui est la société du bien-vivre, en pensant la question mondiale et en articulant les politiques territoriales y compris des nations et continents par rapport à cette question mondiale, il nous faut répondre à ce qui est

* Philosophe, magistrat, ancien conseiller à la Cour des comptes

aussi cette grande mutation historique, la fin des temps modernes et de la domination occidentale et c'est par rapport à cela que la question sociale peut être pensée. Compte tenu de l'ampleur de l'hypothèse, je ne peux que développer quelques grands traits de cette perspective.

On ne peut pas penser aujourd'hui la question sociale indépendamment de la question écologique et de la forme très particulière que la question économique a pris avec la crise financière, ne serait-ce que parce que, tant qu'on continue à penser le social à partir de l'économie classique, dès lors que l'économie s'est pour l'essentiel financiarisée et que la crise financière crée une situation telle qu'on nous répète tous les matins que les caisses sont vides, on comprend que, si on continue à poser la question sociale dans l'ancien paradigme, on est dans une seringue et que le mieux qui reste à faire c'est de limiter la casse. Donc, il faut *réarticuler la question sociale avec la question écologique et financière* et la question financière va nous amener sur un terrain qui peut paraître étonnant, c'est la *question religieuse*.

LA QUESTION ÉCOLOGIQUE ET FINANCIÈRE : DÉMESURE ET MAL DE VIVRE

Le point commun entre les différentes facettes de la crise actuelle, ce qui rend la crise systémique, c'est le couple formé par la démesure et le mal de vivre. La démesure est au cœur de la question écologique : dérapage dans les rapports à la nature liés au productivisme qui crée des situations d'insoutenabilité écologique, avec les deux grands problèmes du moment qui sont la dérégulation du climat pour une part de responsabilité humaine et – on en parle moins souvent mais c'est un problème majeur – l'atteinte à la biodiversité qui pourrait déboucher sur l'hypothèse d'une sixième grande extinction cette fois directement due à l'espèce humaine. C'est de la démesure dans le rapport à la nature car en quelques générations on a épuisé les ressources qui se sont constituées au cours de millions d'années.

La démesure est évidemment au cœur de la crise sociale mondiale avec sa réincarnation au cœur de nos propres territoires. Quand la fortune personnelle de deux cents vingt-cinq personnes est égale au revenu cumulé de deux milliards et demi d'êtres humains (pour reprendre les chiffres des Nations Unies), quand les inégalités de richesse par le haut sont devenues tellement importantes, qu'on est obligé de créer des sous-catégories parmi les riches (maintenant il n'y a plus simplement les riches, il y a les très riches, les ultra riches et on n'est plus dans les 10% , les 1% mais dans les 0,1%, 0,01% qui ont vu une progression globale de leur revenu de l'ordre de 70%, tandis que les autres catégories voyaient soit stagner soit régresser leurs revenus directs ou indirects par la baisse des prestations sociales ; c'est aussi

un phénomène de démesure. Le pire de la démesure est du côté du dérèglement des marchés financiers. Pour reprendre une analyse faite par un ancien responsable de banque centrale (Bernard Guetta) sur les 3 200 milliards de dollars qui s'échangeaient quotidiennement sur les marchés avant l'entrée dans la crise de 2008, il avait mis en évidence qu'il y avait moins de 3% qui correspondaient à des biens et des services réels. L'essentiel de l'économie financière est effectivement devenue pas simplement une économie spéculative, mais pire, une économie casino où d'ailleurs on embauche les gens sur des qualités de joueurs ; les *traders* sont des joueurs. Au cours d'une émission récente de France 5 sur « *Clearstream la manipulation une histoire française* », les interviews d'Imad Lahoud étaient particulièrement éclairants à cet égard quand il a dit : « *j'ai été embauché comme parieur* ».

Circonstances aggravantes, ils sont engagés dans un processus psychologique qui est plus proche de la psychose maniaco-dépressive que de l'arbitrage rationnel, ce n'est pas la presse alternative qui le dit, le *Wall Street Journal* dit textuellement ceci : « *Wall Street* [cela peut être vrai de tous les marchés mondiaux] *ne connaît que deux sentiments, l'euphorie et la panique* ». C'est exactement ce qui se passe dans la psychose maniaco-dépressive et on sait qu'elle produit des effets de perte de contact avec le réel, notamment sur le plan économique et c'est l'une des raisons majeures pour lesquelles il y a des indications de tutelle ou de curatelle qui sont proposées dans ces cas-là. On n'est donc pas dans une économie financière, on est dans une économie de casino qui est pour l'essentiel régie soit par des comportements malades de type maniaco-dépressif, soit par des comportements rationnels mais d'une rationalité cynique.

On en a aujourd'hui quasiment un idéal-type avec le modèle de la banque Goldman Sachs qui représente sur le plan mondial un exemple particulièrement édifiant. *Le Monde* y consacrait encore un article récemment. La banque Goldman Sachs est aujourd'hui en procès aux États-Unis pour de multiples affaires. Sur les deux grands moments récents de la crise (crise des *subprimes* et crise grecque actuelle), elle a joué un double jeu cynique à la limite de la fraude. Pour les *subprimes* dans le même temps où elle incitait via les courtiers à investir dans les *subprimes*, elle pariait sur le fait que les propriétaires allaient se trouver en faillite ; d'ailleurs pour parler des *subprimes*, ils utilisaient le terme « *la bombe à neutrons* » parce que cela détruit les personnes mais laisse intactes les infrastructures matérielles. C'est ce qui s'est passé avec la récupération par les hypothèques de l'immobilier une fois que les gens étaient à la rue. Ils ont joué double jeu sur les *subprimes* ; ils n'en étaient d'ailleurs pas à leur coup d'essai, ils avaient fait la même opération au moment de la crise russe, sur le fond dit LTCM (*Long term capital management*) ;

ils ont joué double jeu sur la Grèce : ils ont aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour mieux pouvoir s'endetter et dans le même temps, ils pariaient sur la faillite probable de la Grèce. Or, ces gens-là dont la place est plutôt devant des tribunaux, nous les retrouvons en situation d'influence voire de gouvernance centrale directe. Le nouveau président de la banque centrale européenne est de Goldman Sachs, le nouveau président du conseil italien est de Goldman Sachs, les équipes qui sont autour du nouveau Premier ministre grec sont de Goldman Sachs, donc on est en présence d'une situation à la fois sur le plan démocratique et social, d'état d'urgence majeur puisque c'est le fait démocratique qui se trouve attaqué et, compte tenu du fait que ce sont des programmes d'austérité qui sont mis en place, une destruction de richesse réelle se trouve entamée avec tous les effets désastreux que cela peut produire par la suite.

J'ai été un peu long sur la question de la démesure dans la crise, mais il est important d'avoir cela à l'esprit. Par exemple, le principe que les caisses sont vides et que, pour rassurer les marchés, il faut faire des programmes d'austérité... si on accepte ce principe sans l'interroger, sans le déconstruire et sans mettre en évidence son caractère profond de fausseté... Comme disent à juste titre « les indignés », la crise financière n'est pas une crise, c'est une escroquerie, c'est le résultat notamment du transfert massif de rémunération du travail vers les rémunérations du capital, ce qui représente sur 30 ans environ 35 000 milliards de dollars, somme absolument colossale qui se traduit, sur le plan du rapport de la dette financière et de la dette sociale, par le fait que vous avez une double peine dans un cas et un double bénéfice dans l'autre cas. La Cour des comptes avait fait une étude sur les cent milliards d'exonération fiscale qui avaient été réalisés en France au cours des dix dernières années. Du coté des bénéficiaires qui étaient les catégories plus aisées c'était un double bénéfice : on payait moins d'impôt et de cotisations sociales d'un côté et avec le surcoût de revenu, ils avaient la possibilité de le re-prêter avec intérêt, notamment aux États. Pour ceux qui font partie des populations plus modestes, c'est une double peine puisqu'ils recevaient moins de revenu indirect sous forme de prestations sociales, d'appui de services publics et ils sont ensuite sommés comme contributeurs quand ils sont imposés, par le biais de la fiscalité (notamment la TVA) de contribuer aux charges de la dette financière. L'essentiel de la dette financière actuelle est en réalité une forme de dette sociale inversée, ce qu'on devrait normalement à des populations modestes, on s'est mis à le devoir à des populations plus riches.

C'est important de situer cela aussi *sur le plan écologique* : la dette financière n'est aujourd'hui pensable qu'en rapport avec la dette sociale et la dette écologique, bien mesurée par l'empreinte écologique qui permet de voir que le mode de production et de consommation

occidental supposerait selon l'expression consacrée « plusieurs planètes ». Si donc nous voulons éviter cette situation insoutenable il faut des accompagnements et des transferts, y compris financiers, des pays industrialisés vers les pays du Sud pour compenser notre dette écologique à leur égard et les aider à choisir des investissements écologiques cohérents avec des modes de production et de consommation soutenables.

Si je résume ces trois éléments, *on a un problème de démesure et derrière une forme de gestion du mal-être, du mal de vivre, de la maltraitance.* Un programme des Nations Unis pour le développement avait mis en évidence, lors d'un rapport mondial sur le développement humain, le lien entre cette question de la démesure et le mal de vivre. C'est un lien qu'on connaît bien sur le plan personnel. Quand une personne est boulimique, alcoolique, toxicomane, c'est un signe majeur qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond.

L'intérêt de ce rapport mondial sur le développement humain avait été de mettre en évidence que les besoins et les sommes qui auraient été nécessaires pour traiter les besoins vitaux de l'humanité (la faim, la malnutrition, l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de base, le problème du logement…) ne représentaient qu'une fraction extrêmement faible des sommes qui étaient dépensées à l'époque sur trois grands budgets : *économie de la drogue et des stupéfiants, économie de l'armement, économie de la publicité.* Ils avaient pris ces trois exemples. À l'époque il y avait un rapport de un à dix pour les drogues et stupéfiants, les sommes dépensées annuellement représentaient dix fois les sommes supplémentaires qu'on recherchait pour la faim, l'eau potable, les soins de base, bref les besoins vitaux de l'humanité… Pour l'armement c'était vingt fois (800 milliards de dollars par rapport aux 40 milliards de dollars supplémentaires recherchés et pour les dépenses publicitaires annuelles, c'était aussi dix fois (400 milliards de dollars par rapport aux 40 milliards de dollars que les Nations Unies recherchaient pour financer les grands programmes vitaux que j'évoquais tout à l'heure.

39.

Quand vous regardez ces trois grands budgets, c'est en direct de l'économie de gestion du mal-être et du mal de vivre. On peut, par curiosité intellectuelle, par convivialité prendre un pétard de temps en temps, mais quand on se drogue avec des drogues dures et durablement, c'est le signe d'un mal de vivre profond d'une partie de la population ; les cinq millions de drogués américains avec des drogues dures sont un indicateur majeur d'un problème de santé sociale. Ce qui se gère avec les budgets colossaux d'armement, ce n'est pas de la protection, c'est pour l'essentiel des logiques de peur, de domination ou de maltraitance. Même quand on prend le troisième poste qui est la publicité, qu'est-ce que gère pour l'essentiel la publicité ? Elle ne gère pas

ce qui serait nécessaire, c'est-à-dire une communication créative pour des grandes campagnes menées par Terre Solidaire, Amnesty International ou France liberté avec l'admirable Danielle Mitterrand qui vient de nous quitter, sur les besoins vitaux des humains. Elle tourne en rond pour l'essentiel dans les sociétés de consommation qui sont aussi pour reprendre un lapsus célèbre, des « *sociétés de consolation* ».

Pourquoi sont-elles des sociétés de consolation ? Parce que la publicité passe son temps à mettre en scène ce que nos modes d'organisation et nos modes de vie nous interdisent de vivre : plus on est dans la destruction écologique et plus on met en scène de la beauté ; plus on est dans des logiques de rivalité et de compétition et plus on met en scène de l'amitié, de la paix, de l'amour ; plus on est dans des sociétés où le stress empêche les capacités de vie intérieure, plus on met en scène de l'authenticité et de la sérénité. On a vu un exemple récent révélateur : une énorme affiche mentionnant « *accédez au goût de l'authentique* ». On est vraiment dans les idées platoniciennes, dans ce que les philosophes appellent le développement dans l'ordre de l'être. Je m'approche pour savoir comme on accède au gout de l'authentique et je découvre qu'évidemment c'est grâce au camembert « rustique »... On est fondamentalement dans une promesse où la triple demande fondamentale des êtres humains – une harmonie avec la nature, une harmonie avec autrui à travers l'amour, l'amitié, une harmonie avec soi-même à travers l'authenticité... – est mise en scène comme promesse, mais comme évidemment la promesse ne pourra pas être tenue, vous aurez beau manger du camembert « rustique », votre accès à l'authentique restera problématique et c'est la même chose sur le bonheur et l'amour.

On a un double effet pervers pour les prétendus bénéficiaires qui sont confrontés à de la frustration et de la déception, et qui du coup vont être incités comme on leur a dit « si vous êtes déçus c'est que vous n'avez pas pris la bonne dose », donc le rapport au toujours plus et à l'addiction va se mettre en place de ce côté-là et le problème c'est que le toujours plus des uns va créer à l'autre bout de la chaine une rareté artificielle pour les autres. C'est-à-dire il y aurait de quoi permettre de nourrir l'ensemble des humains, il y aurait accès à l'eau potable, il y aurait de quoi permettre l'accès aux soins de base sur la plupart des maladies curables à des coûts relativement bas, mais la surconsommation à un pôle crée des raretés artificielles à l'autre pôle. Une fois qu'on a mis en rapport ce couple formé par la démesure et le mal de vivre – et on a vu avec ce que je viens de dire sur la psycho maniaco-dépressive des marchés financiers que le mal de vivre se situe aussi du côté de la crise financière – on comprend bien que la nature des réponses positives et des stratégies transformatrices doit construire un nouveau pacte social.

UN NOUVEAU PACTE SOCIAL POUR LE BIEN-VIVRE

Ce pacte devra se préparer sans doute, comme celui de la Résistance dans des situations chaotiques car les conséquences de l'insoutenabilité du modèle dominant sont en train de produire des effets destructeurs très dangereux. Ce nouveau pacte social autour de la réponse à la démesure et au mal de vivre est formé d'une part par la suffisance, la simplicité, l'acceptation des limites, notamment des limites sur le plan écologique face aux logiques de démesure, mais aussi sur la transition vers des sociétés du « *buen vivere* » qui a été repris comme un thème mondial sur les forums comme le forum social mondial de Belem en Amazonie brésilienne. Si on a en tête ce couple-là qui est le couple positif où la question du bien-vivre devient une question centrale, on a un certain nombre de pistes sur la façon de construire les éléments de la réponse à la question sociale qui soient en cohérence avec la question écologique, sinon la question sociale ignore la question écologique. Par exemple, au nom de l'emploi on peut participer de la mise en cause de formes de croissance écologique insoutenables.

Le véritable usage de la monnaie

Cela débouche sur un double enjeu : que sont les vraies richesses et quel est le véritable usage de la monnaie ? Quand aujourd'hui on nous dit qu'on est en faillite, de quoi parle-t-on exactement ? Lorsque je faisais mon rapport sur une autre approche de la richesse, j'avais rappelé ce qui est normalement de l'ordre des vérités de Lapalisse que, avant qu'il y ait des fondamentaux économiques, il y a des fondamentaux écologiques et des fondamentaux humains (anthropologiques, si on veut faire sérieux), parce que si vous avez des écosystèmes qui sont détruits il n'y a plus d'économie possible. La gestion de nos petites maisons terriennes n'est possible que pour autant que la grande maison planétaire ne se trouve pas mise en danger. De même, il n'y a pas d'économie politique s'il n'y a plus d'humains ou s'ils sont malades ou totalement dépressifs. Pour qu'il y ait des fondamentaux économiques, il faut commencer par préserver et démultiplier les ressources naturelles et la capacité des êtres humains à vivre un rapport pacifié avec ces ressources naturelles que sont les écosystèmes. C'est le cœur de la question du bien-vivre et quand on a une représentation de la richesse réduite à sa dimension monétaire, où la monnaie au lieu de rester un simple outil au service de l'échange et de la création de richesses – ce qui est normalement sa vocation – dérape et devient une finalité en soi parce qu'on attribue de la valeur à la monnaie, on a ce dérapage qu'Aristote dénonçait déjà sous le nom de « *chrématistique* ».

Aristote avait distingué l'économie de la chrématistique et il disait qu'il y a chrématistique lorsqu'on oublie que l'économie et la monnaie

ne sont que des outils au service de fins plus hautes. D'une certaine façon, nous sommes en train de vivre de grandes crises chrématistiques et cela fait le lien avec ce que j'évoquais tout à l'heure sur le fait que derrière la crise écologique, sociale et financière, il y a la crise démocratique (démocratie menacée par les logiques actuelles), mais il y a aussi une crise plus fondamentale et qu'on évoque moins, qui est une crise de caractère religieux et de croyances.

Une crise des croyances

Paul Krugman, un des rares prix Nobel hétérodoxe, nous met sur la piste quand il compare les programmes d'austérité actuels au sacrifice humain chez les Maya. La façon dont nous passons notre temps à vouloir rassurer les marchés financiers n'est pas sans rapport. De la même façon que les Mayas étaient persuadés que s'il y avait des éclipses de soleil c'est parce que les dieux étaient courroucés et que, pour atténuer leur courroux, il fallait faire des sacrifices humains, on a aujourd'hui un certain nombre d'acteurs – en dehors de la partie totalement cynique que j'évoquais tout à l'heure – qui, de bonne foi, pensent qu'en faisant par exemple des programmes d'austérité on va rassurer des marchés financiers et que derrière on va rétablir les choses. Cela produira des effets absolument contraires à cette croyance, parce qu'en plus la seule façon de réussir des programmes d'austérité qui provoquent de la déflation, c'est lorsque vous le faites tout seul dans un coin et que vous bénéficiez d'avantages compétitifs. Mais si tout le monde le fait en même temps, cela s'appelle de la récession, puis de la grande dépression et derrière on a toutes les conséquences redoutables de type années trente : cahot social, montée des logiques autoritaires par la panique que provoquent ces grands effets de dépression. Si on veut éviter ce type de logique, il faut aussi aller déconstruire le système de croyances et même de crédulité qui est derrière cette croyance qui nous amène *in fine* à considérer qu'il faut rassurer les marchés financiers. Il y a donc une double déconstruction/reconstruction à faire du côté de l'économique, c'est mettre en évidence à quel point la question de « l'économie casino » n'est pas simplement un problème de régulation mais un problème de santé internationale : c'est la gestion du soin collectif de la psychose maniaco-dépressive des marchés financiers pour recréer des conditions où ce soit une économie réelle et non malade et pour des raisons écologiques une économie écologiquement soutenable qui doit être mise en œuvre.

Les systèmes comptables en question

Deuxième élément, il faut arrêter d'avoir des systèmes comptables qui finissent par nous tromper sur la nature des richesses réelles. Nous avons des systèmes comptables hérités de l'époque de la reconstruction industrielle où la priorité absolue était de valoriser la production

industrielle ; dans le contexte de l'époque, les questions écologiques étaient totalement impensées. Quand nous avons des systèmes comptables qui vont d'un côté inscrire les flux monétaires liés à des destructions dans la colonne positive parce que les valeurs ajoutées monétaires, liées aux remplacements, indemnisations etc., de ces destructions vont être comptées positivement, il n'y a pas une colonne particulière dans la comptabilité nationale pour nous dire : attention ces valeurs ajoutées monétaires là viennent de destructions. D'un côté, vous allez avoir des éléments de nuisance qui sont comptés positivement et de l'autre coté des éléments d'activités qui sont non seulement utiles mais vitaux qui vont être totalement invisibles puisqu'ils ne s'exprimeront pas par des termes monétaires. La formidable contribution sociale que représente par exemple le mouvement associatif devient invisible dans ces conditions-là. Quand on est dans une société à dominante industrielle, cela n'a pas de caractère forcément destructeur très important. Quand on est dans des sociétés où la question écologique, la question des services par exemple, et notamment des services non marchands et en particulier des services relationnels non marchands, deviennent déterminantes, à ce moment on a un problème considérable. La double déformation de l'économie par « l'économie de casino » d'un côté (à 97%) et des systèmes comptables qui finissent par ne pas rendre compte de la richesse réelle, devient un problème tout à fait redoutable.

ÉCONOMIE DU SALUT OU SALUT PAR L'ÉCONOMIE ?

Je voudrais mettre en rapport cette question d'éco-ligion (choc de croyances sur lesquelles repose aujourd'hui l'économie et qui arrive à cette absurdité dramatique des programmes d'austérité), avec une mutation plus considérable encore, mais qui est directement liée à la situation historique dans laquelle nous sommes en train de vivre, qui est la fin d'un cycle historique beaucoup plus long que les trente-cinq années d'hyper-capitalisme dont nous sommes en train de vivre les conséquences dramatiques. C'était ce grand cycle qui avait caractérisé les temps modernes et que Max Weber avait défini comme étant le passage de « *l'économie du salut au salut par l'économie* ». Je crois qu'on peut faire l'hypothèse que nous sommes en train de vivre la fin de ce grand cycle historique à la fois parce que les promesses de salut par l'économie n'ont pas été tenues et notamment la simultanéité entre progrès technique, social et moral – il peut y avoir du progrès économique et technique qui est mis au service de grandes barbaries, la Shoah en a été une démonstration tragique – mais aussi parce que la question du salut fait retour chaque fois que l'on parle de sauver la planète.

C'est un euphémisme parce qu'en réalité c'est l'humanité qui est confrontée à des rendez-vous critiques où effectivement elle pourrait

risquer la sortie de route et elle a même l'embarras du choix dans la sortie de route entre la destruction de ses écosystèmes, le cocktail explosif de l'humiliation et de la violence, les armes de destruction massive nomades, la guerre de civilisation, etc. Imaginez ce que serait un ministère de la Défense de l'humanité si l'on s'acheminait vers une problématique de la gouvernance mondiale ; les points de vue réalistes disent toujours qu'au cœur de la gouvernance vous avez la Défense. Imaginez une gouvernance mondiale avec un ministère de la Défense de l'humanité. Il serait amené à dire qu'il y a bien des menaces qui pèsent sur l'humanité, qui peuvent même conduire à sa destruction, mais évidemment ces menaces ne viennent pas de l'extérieur, en dehors de quelques représentations fantasmatiques et de quelques chutes d'astéroïdes, les menaces ne viennent pas de barbares extérieurs, elles viennent de la barbarie intérieure de l'humanité. Donc, un ministre de la Défense de l'humanité serait amené à dire qu'il faut une grande politique écologique parce que nous sommes menacés par la destruction de nos écosystèmes ; il nous faut une grande politique sociale et une réduction massive des inégalités mondiales parce que sinon nous allons vers un chaos social ; il nous faut du désarmement, réguler et soigner les marchés financiers, etc.

Quand la question du salut fait retour, sous forme laïque évidemment, il est intéressant de faire retour sur ce qui s'est passé dans le rapport « économie du salut » et « salut par l'économie ». Toute fin de cycle permet de revisiter le cycle précédent et dans les cycles précédents il y a des choses qui nous intéressent beaucoup du point de vue même de ces deux briques de base de l'économie que sont la comptabilité et la monnaie. Si vous prenez par exemple le mot *bénéfice*, il vient de la comptabilité du salut parce que bénéfice cela n'a jamais voulu dire profit financier ; *benefacio* c'est faire le bien, ce qui est bénéfique c'était les bienfaits, ils étaient là, comme l'a montré Jacques Le Goff dans son livre magnifique *La bourse et la vie*[1] : quand la représentation de l'au-delà était une représentation binaire (l'enfer et le paradis), il n'y avait pas eu encore l'invention du purgatoire, la logique ternaire qu'il introduisait c'était comment on évitait la damnation. Par exemple, dans la colonne des méfaits face aux bienfaits (la fameuse colonne des péchés), c'était intéressant de voir que dans la gradation des péchés, le péché de loin le plus grave, plus que le meurtre, la luxure, c'était le prêt à intérêt parce que c'était le blasphème absolu. Prétendre que l'argent était créateur dans le temps c'était mettre l'argent au même niveau que Dieu. Des dispositifs étaient prévus par exemple pour que l'usurier ne soit pas damné : il devait restituer la partie de sa fortune qui était constituée d'intérêts composés ; tout ce qui résultait de services qu'il avait rendus (en termes modernes son intermédiation financière), il avait le

1. Jacques LE GOFF, *La Bourse et la vie. Économie et religion au Moyen Age*, Paris, Hachette littératures (Pluriel), 1997.

droit de le transmettre à sa famille, mais la partie de sa fortune qui était liée à la spéculation de l'époque, aux intérêts composés, il devait le rendre sous peine de damnation.

Quand vous prenez un problème très actuel aujourd'hui, celui du développement durable (je préfère les termes développement humain soutenable, parce que le développement durable s'est tellement banalisé qu'il finit par cautionner le *green washing*), de quoi avons-nous besoin ? On a besoin de réinventer la véritable notion de bénéfice comme bienfait et de repérer en face des bienfaits quels sont les méfaits, parce qu'il ne sert à rien d'avoir une valeur ajoutée monétaire si cette valeur ajoutée sert à financer des activités qui sont écologiquement ou humainement destructrices. Il faut donc revisiter la comptabilité en se reposant la question : « *qu'est-ce qui est bénéfique pour la nature, pour les humains et qu'est-ce qui est source de nuisance ?* » ; c'est une exigence fondamentale et très intéressante du point de vue démocratique parce que vous êtes obligés de poser la question aux gens.

Le conseil régional des pays de Loire vient d'entamer une opération passionnante en lien avec le forum pour d'autres indicateurs de richesse qui est une enquête publique autour de la question : « *quelles sont pour vous les richesses fondamentales et qu'est-ce qui est attentatoire à ces richesses ?* » On a besoin de travailler sur le socle démocratique pour définir les nouveaux bienfaits et les nouveaux méfaits, mais la colonne intermédiaire, la colonne des doutes et de qui fait débat est aussi très intéressante parce qu'évidemment vous avez un certain nombre d'activités où certains disent ce sont des bienfaits, d'autres disent ce sont des méfaits ; c'est la catégorie par excellence sur laquelle le discernement et la délibération démocratique va devoir se constituer. Une fois qu'on est clair sur ce qui est bénéfique et ce qui est source de nuisances, on passe à l'action. L'enjeu des nouvelles politiques publiques sociales c'est donc de passer à l'action sur la base de ce repérage des nouveaux bienfaits et méfaits. Mais la partie débat est par excellence ce que j'avais proposé lors de ma mission sur l'évaluation des politiques publiques, l'élaboration d'une délibération sur ce qui fait valeur, en rappelant que le mot valeur signifie « force de vie » c'est pour cela que quand on vient nous dire après que le but de l'entreprise c'est de la création de valeurs pour des actionnaires, on est vraiment au bout du bout des coups de force sémantiques !

Imaginer les nouvelles formes du pacte social

Si je rassemble tout cela dans une conclusion cela veut dire que les nouvelles formes de pacte social à imaginer ont comme perspective la question de construction d'une société du bien-vivre, elles doivent du même coup repenser la question des représentations et des modes de

calcul de la richesse à partir de cette question centrale du bien vivre, ce qui a été toujours le cas de toute comptabilité. Il ne faut pas croire que la comptabilité c'est un outil neutre, car derrière la comptabilité vous avez des choix de société implicites. On a fait la comptabilité nationale parce que dans la phase d'après-guerre on voulait valoriser prioritairement la reconstruction et la modernisation industrielle et on a choisi un système de chiffrage qui permettait de les valoriser. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où nous avons prioritairement a valoriser tout ce qui est bienfaits pour les humains et pour la nature et nous avons au contraire à identifier les méfaits, à nous protéger et par conséquent nous avons besoin de le savoir par nos indicateurs et notre système comptable à chaque fois qu'on se trouve devant des seuils d'insoutenabilité. Si, dans une entreprise, la souffrance au travail déclenche un certain taux de suicides, il y a un seuil d'insoutenabilité sociale qui devrait conduire au fait qu'il y a un risque de dépôt de bilan social, de la même façon que l'on a besoin de seuils d'insoutenabilité écologique pouvant conduire à des « dépôts de bilan écologiques ».

Donc repenser la question de la rentabilité et des indicateurs dans la perspective des sociétés du bien-vivre, repenser la question des outils monétaires y compris dans cette perspective, c'est rappeler simplement qu'il faut reconstituer des monnaies outils et non plus des monnaies finalité. C'est un chantier considérable, c'est notamment ce chantier qu'ont ouvert les monnaies sociales et solidaires dont l'un des anciens responsables d'une banque centrale (celle de Belgique), Bernard Lietaer, dit qu'il est aussi un chantier mondial. Sa thèse est fondée sur l'impossibilité du dollar de continuer durablement à jouer double jeu entre monnaie des États-Unis et monnaie mondiale. Cela réouvrira le débat qui était déjà celui de Bretton Woods sur une monnaie mondiale et tant qu'à faire avoir une monnaie mondiale autant qu'elle soit cohérente avec du développement soutenable. Cela veut dire repenser un système monétaire en cohérence avec cette perspective. Et puis, lié à cela, il y a une très grande piste du point de vue de la logique sociale, celle des politiques de temps de vie c'est-à-dire depuis l'accompagnement de la naissance jusqu'à l'accompagnement de la mort et non pas des politiques qui sont exclusivement centrées sur la préparation, l'adaptation au travail et ensuite la rémunération de l'ancien travail par les logiques de retraite.

Ce sont des politiques qui, au sens originel du terme, correspondent à la notion de *droit au métier*, fameuse distinction qu'avait faite Hannah Arendt entre le travail et l'œuvre qui est d'ailleurs un objectif historique du mouvement ouvrier. La notion de droit au métier est très intéressante dans cette perspective parce que quand le compagnonnage crée le mot métier, ce n'est pas le job, c'est un ministère mystérieux, c'est la contraction du mot *ministère* et du mot *mystère*. Le métier est donc sur l'axe du projet de vie, autour de la question non pas « *que*

faisons-nous dans la vie ? » mais « *que faisons-nous de notre vie ?* » Le droit de tout être humain à se mettre debout et à faire de sa vie une œuvre, à répondre à la question de sa vie n'est pas simplement une question personnelle, cela devient une question sociétale majeure. On ne pourra plus traiter les problèmes d'emploi par la vision classique du paradigme d'entreprise qui crée de l'emploi et d'une formation qui se contente d'être adaptatrice à de futurs jobs. Il faut prendre le problème radicalement par l'autre bout et c'est le droit au métier, le fait que tout être humain a au moins deux métiers matriciels dont vont dépendre tous les autres. Le premier métier c'est celui de chef de projet de sa propre vie et la société a intérêt à ce que ce métier soit repéré par l'éducation au sens de *ex-ducere* (conduire au dehors) c'est-à-dire permettre à un être humain d'accéder à l'autonomie et non pas une simple formation adaptatrice à des jobs et des techniques dont la seule chose que nous savons c'est qu'elles seront obsolètes dix ans après. Donc le droit au métier de chef de projet de sa propre vie, on a intérêt à le préparer et ensuite qu'il soit exercé dans de bonnes conditions parce qu'une personne qui n'arrive pas à prendre en charge sa propre vie, non seulement elle se détruit elle-même mais les dégâts collatéraux qu'elle fait autour d'elle finissent par générer des coûts très importants et le mot « *coûts* » peut s'écrire aussi bien « *coups* ».

L'autre métier matriciel de base, les réseaux d'échange de savoirs l'ont bien mis en évidence, c'est ce qu'on peut appeler un métier de « *chargé de savoirs* ». Tout être humain, y compris dans des situations dévalorisées, est porteur de savoirs (savoir être, savoir faire, savoir de compétence) et à partir du moment où on aide cette personne à comprendre qu'elle est porteuse et qu'elle peut s'identifier positivement, elle rentre évidemment dans un autre échange social. À ce moment-là, dans une perspective de politique de temps de vie où la question fondamentale c'est comment chaque être humain est contributeur et où le sens qu'il donne à sa propre vie est en même temps constitutif de sa reconnaissance sociale, des formes de revenus qui sont liées au fait que la richesse vient de la vie, cela légitime des approches telles que le revenu de vie, le revenu de base, le revenu d'existence. À ce moment-là ce n'est pas un revenu qui tombe du ciel et qui crée une relation de dépendance, c'est un revenu qui est justement la rémunération déjà de ces deux métiers matriciels. Les Chambres des métiers devraient alors être des espaces privilégiés où on accompagne des personnes dans les questions qu'elles se posent sur leur projet de vie. Dans le passage de la logique du travail à la logique du métier, on peut garder le mot travail en intégrant la distinction d'André Gorz entre « *travail contraint* » et « *travail choisi* » qui s'articule avec le projet de société du bien-vivre et la nécessité pour ce faire d'une nouvelle approche de la richesse, de la comptabilité et de la monnaie.

15

DOCUMENT n° 2

40 ans d'alternatives

Mouvements alternatifs, presse alternative, quartier alternatif… Faire « autrement » que la norme est devenu, depuis une quarantaine d'années, une étiquette en soi, pourtant basée sur une galaxie d'acteurs et d'idées aussi riche qu'hétéroclite. Divers, mais avec un sens commun ?



Mimmo Pucciarelli, coordinateur du Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales (Cedrats), Lyon.

Le mot « alternatif » a commencé à être utilisé vers la deuxième moitié des années 70, c'est-à-dire après la « révolution » de 68 et l'énorme poussée d'initiatives qui ont pris le relais. Que proposait le joli mois de Mai ? Rien de moins que de transformer la société de fond en comble, en dénonçant toutes les formes de hiérarchies dont le socle anthropologique était devenu l'esprit autoritaire qui semblait avoir conditionné l'ensemble des sociétés humaines. Or, la jeunesse contestataire, après avoir occupé les places, les amphithéâtres et les usines, et bouleversé les relations entre vieux et jeunes, parents et enfants, femmes et hommes, etc., a commencé aussi à chercher une « alternative » politique à ce qui paraissait être les deux seuls choix possibles à cette époque : la démocratie libérale, s'inscrivant dans les perspectives proposées par l'éthique capitaliste, et le communisme réel imposé par des structures étatiques au nom de la dictature du prolétariat. D'un côté l'empire américain, avec sa puissance de frappe et sa richesse économique teintée de démocratie ; de l'autre une Union soviétique qui faisait toujours référence aux mouvements d'émancipation sociale mais qui, en 50 ans de règne, avait en réalité construit un système bloqué et sans issue… une dystopie. La jeunesse des années 60 suffoquait, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. D'un côté parce que l'avenir radieux proposé ne contentait aucun espace de liberté, de réelle participation et, répétons-le, d'émancipations individuelle et sociale. De l'autre, parce que la force et la puissance de l'économie libérale enfermaient toute tentative de regarder vers un mode de partage du bien-être collectif, aussi bien à l'intérieur des pays riches que vis-à-vis des autres régions du monde « plus pauvres ». Ce n'est sûrement pas un hasard si c'est en Allemagne, où se situait cette ligne imaginaire entre Ouest et Est matérialisée par le Mur de Berlin, que les premiers groupes et initiatives d'envergure vont se définir comme alternatives. Alternatives à la pensée politique dominante de l'époque, par rapport à laquelle il fallait se positionner, soit du côté du capitalisme soit du communisme réel.

L'agir local

Face à cette situation figée, des squatters, des écologistes, des libertaires, des féministes, des homosexuels, des prisonniers, des éducateurs, des paysans, etc. vont se lancer dans un mouvement ayant comme objectif moins celui de renverser l'un et / ou l'autre système que de commencer à vivre et travailler autrement, « ici et maintenant ».

Pour ce faire, et plutôt que de s'appuyer sur les partis politiques ou les syndicats rigidifiés dans leurs postures idéologiques, les nouveaux mouvements sociaux se sont lancés, entre autres, dans la création de petits collectifs, coopératives, communautés, initiatives locales, etc., visant une transformation immédiate ne touchant pas, dans l'immédiat, la société tout entière mais, dans un premier temps, sa propre vie et celles des personnes proches. Cependant, l'objectif n'était pas celui de construire un petit enclos harmonieux mais, d'un côté, d'expérimenter, ou plutôt de continuer à faire des essais pour démocratiser la démocratie locale et, de l'autre, envisager un monde solidaire en rétablissant des liens directs entre toutes celles et ceux qui, au Nord comme au Sud, cherchaient des chemins parallèles à ceux établis par les institutions économiques, politiques et culturelles devenues de vrais molochs ! Bref, ces nouveaux militants ont cherché à développer l'« agir local » et le « penser global ». Pour en rendre compte, je vous propose un petit voyage dans un quartier alternatif. Qu'est-ce qu'un quartier alternatif ? Là encore il faut procéder avec précaution. Si nous pensons à Christiania, cette « communauté » de quelques milliers de personnes qui « occupe » depuis trente ans un petit quartier de la capitale danoise, on ne peut pas parler d'un véritable quartier, mais d'un espace collectif « géré » en partie par ses habitant-e-s. Certes, le symbole est fort, mais il s'agit d'une population ayant choisi ce mode de vie et qui vit en « parallèle » au monde capitaliste. Depuis les années 80, on pense aussi à Kreutzberg, ce vieux quartier de Berlin où ont fleuri des centaines de maisons occupées et autres initiatives alternatives qui ont représenté le « fer de

16



Le quartier Kreutzberg à Berlin, fer de lance du mouvement alternatif en Allemagne ■

lance » du mouvement en Allemagne, mais aussi un exemple dont se sont inspirés d'autres jeunes... comme à la Croix-Rousse, à Lyon. Dans ce quartier historique de la ville des Canuts, à la fin des années 60, suite au vieillissement de la population et du bâti, et suite aux besoins de nombreux jeunes encore étudiant-e-s ou en passe de devenir des salarié-e-s, on a assisté à un renouveau de la vie sociale, économique et politique. En effet, les nouveaux Croix-Roussiens sont venus occuper les bâtiments vides, qu'ils pouvaient louer pas cher et où ils ont mis en place des dizaines d'initiatives s'intéressant à l'ensemble des activités nécessaires à la vie en société : travail, santé, crèches, presse et radio libres, culture, écologie, initiatives politiques, etc. L'ensemble de ces activités a transformé en quelques décennies le quartier. En une vingtaine d'années, les deux arrondissements qui, administrativement, constituent le quartier de la Croix-Rousse sont non seulement passés de droite à gauche, mais ont eu, en 1996 et pour la première fois dans une commune de cette taille (24 000 habitants dans le premier arrondissement), un maire écologiste. Depuis cette époque, non seulement la gauche a toujours gagné les élections, mais les listes « alternatives » comprenant écologistes radicaux et listes d'extrême gauche, ou encore utopistes et « politiquement perplexes », frôlent les 20 % de consensus aux élections municipales.

Le « mouvement alternatif » est un ensemble d'initiatives qui travaillent à transformer nos conditions de vie.

L'étoile de l'utopie

Mais la vraie richesse de « ma Croix-Rousse alternative » se retrouve dans les nombreux et divers collectifs proposés à toutes celles et ceux qui veulent s'engager pour transformer la société au travers de démarches différentes : de la Maison de l'écologie, à la librairie la Plume noire (anarchiste), du mensuel *Silence* aux diverses maisons d'édition dont l'Atelier de création libertaire, des coopératives de travail (Latitude, le Zèbre), à Radio canut le Forum gay et lesbien, les nombreuses Amap qui sont hébergées aussi bien dans l'Épicerie solidaire qu'au Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales (Cedrats), en passant par des associations qui s'occupent du logement et des migrants, ainsi que de la santé (Rupture pour les usagers des diverses drogues) ou encore Cabiria (centre de santé communautaire aidant, entre autres, les prostitué-e-s). Voilà ce que je définirais comme « mouvement alternatif » : un ensemble d'initiatives qui travaillent à transformer nos conditions de vie en vue de faire des pas vers cette étoile qui, parfois, semble s'éteindre, mais qui en réalité est bien ancrée au fond de l'humanité. D'aucuns l'ont nommée « utopie », d'autres lui donnent des noms qui font référence à l'actualité, comme ce fut le cas lors de la forte mobilisation altermondialiste du début du siècle. Quant à moi, je considère que, bien qu'il n'ait pas trouvé de solution miracle permettant à tout un chacun de devenir un consommateur-acteur, un-e militant-e engagé-e quotidiennement, le mouvement alternatif, grâce à sa diversité, à son ouverture, à son approche critique des idées politiques et des pratiques sociales et culturelles mériterait qu'on s'y penche d'une manière beaucoup plus approfondie qu'on ne le fait, pour en saisir toute la richesse et les enseignements qu'il nous apporte quant à une vision d'avenir... Vision qui semble faire défaut à la classe politique qui continue à se battre pour des strapontins. Enfin, le mouvement alternatif m'a appris que l'émancipation sociale n'est ni au bout du fusil, ni un slogan, mais un humble et constant travail sur soi, autour de soi et sans parti pris ■

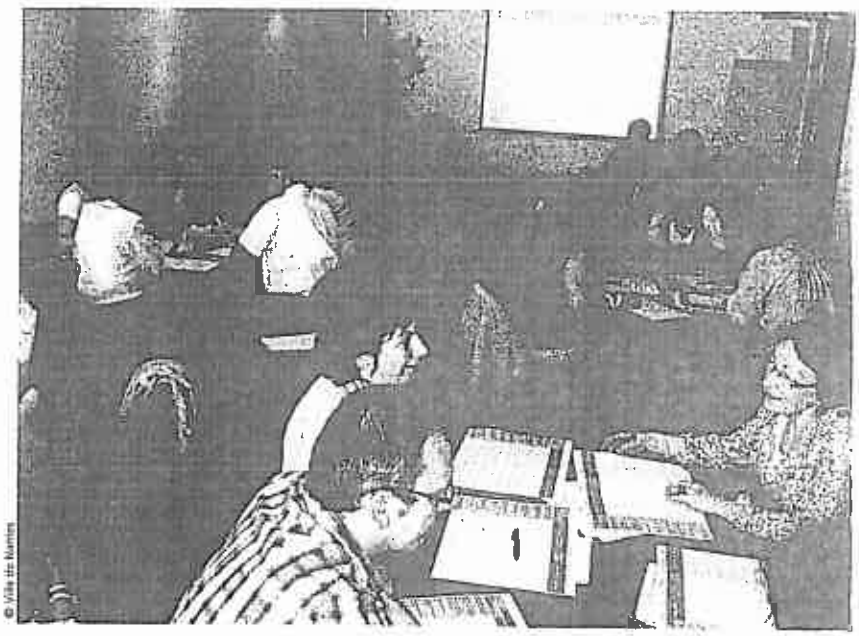
DOCUMENT n° 3 17

ÉVALUATION ET DIALOGUE CITOYEN À NANTES

Avec le vivre-ensemble, le faire-ensemble

Pionnière en la matière, cela fait bientôt dix ans que la ville de Nantes évalue progressivement ses politiques, dont tout particulièrement celles concernant la cohésion sociale, avec comme souci que chaque démarche engagée aboutisse à renforcer la confiance entre les habitants et le service public. Selon ses responsables, une ville n'est pas en effet seulement producteur de services, elle doit veiller à cette occasion à l'implication de ses habitants dans la définition des projets, pour faire de la ville une école de démocratie.

PAR AUDE COSTA


© Ville de Nantes

Les médiathèques aiguisent-elles suffisamment l'appétit des Nantais pour la culture ? Comment favoriser l'emploi des parents en difficulté en diversifiant les modes d'accueil de leurs enfants ? Quelle politique d'attribution juste et efficace des logements dans le parc social ? L'animation sportive municipale remplit-elle bien sa fonction sociale et éducative ? Quelques exemples parmi les nombreuses évaluations menées par la ville de Nantes depuis 2004 : une trentaine au total. Son leitmotiv : piloter l'action publique en tenant davantage compte du citoyen et de l'usager. "Évaluer c'est autre chose qu'un exercice comptable. C'est constamment consulter une boussole pour garder le sens de l'action publique", assure Pascal Bolo, qui concentre trois responsabilités rarement réunies chez un même élu : il est adjoint aux finances, au dialogue citoyen et à l'évaluation. "Cela étonne toujours mes collègues des autres villes. Mais c'est bien au confluent de ces trois responsabilités que se situe la bonne gouvernance !".

DU POLITIQUE AU MANAGÉRIAL

En pratique ? Ce travail d'évaluation est mené par une mission évaluation des politiques publiques, composée de trois agents. En 2008, la mission Dialogue citoyen est créée et vient rejoindre l'évaluation au sein du pôle politiques publiques et prospective rattaché à la direction générale des services. "Ce rattachement est un gage de soutien et d'incitation puissante en direction des services, il faut un

vrai portage managérial pour accompagner le portage politique", assure Pascal Bolo. Concrètement, lorsque les élus décident de lancer une évaluation, le Coeval, instance technique et pluraliste associant l'ensemble des directions générales, des directions ressources de la ville et d'une personnalité extérieure, anime et rend compte du programme des évaluations en bureau. Et c'est la mission évaluation qui apporte une aide technique et logistique, en veillant à expliciter le sens de la démarche, car "l'évaluation ne doit pas être perçue comme une tutelle mais plutôt comme un travail d'enrichissement des pratiques", assure Francine Fenet, directrice de la mission évaluation.

20 000 NANTAIS DÉJÀ IMPLIQUÉS

Les élus ont posé le dialogue citoyen comme un axe important de ce mandat autour de l'idée de faire ensemble. Cela consiste à "associer les habitants à une co-production des politiques publiques, en combinant leur expertise d'usage à l'expertise technique des services et à l'expertise politique des élus", explique Pascal Bolo. Mais il le reconnaît, "on ne peut pas arriver à faire des progrès dans la co-construction avec les usagers s'il n'y a pas une culture de la participation dans les services".

Dans le cas de l'évaluation,on fait appel à l'appui de cabinets de conseil extérieurs chaque fois que le travail de collecte des données s'avère trop important, ou quand un point de vue extérieur est nécessaire, assure Francine Fenet, qui ajoute "dans le respect des principes énoncés par la Charte nationale de l'évaluation des politiques publiques élaborée par la Société française de l'évaluation [1]". Tables rondes, enquêtes, visites à domicile... les méthodes de recueil de données tant qualitatives que quantitatives sont diverses et la pluralité des points de vue recueillis est recherchée. Résultat, "depuis 2004, c'est près de 20000 Nantais qui ont pu exprimer leurs points de vue dans différents domaines de l'action publique", comptabilise-t-elle. Et la ville entend dorénavant associer les publics les plus éloignés dans les démarches de dialogue citoyen et d'évaluation (voir encadré ci-dessus).

L'ÉVALUATION AU SERVICE DE LA TRANSVERSALITÉ

Ce souci de dialogue avec les citoyens s'exprime aussi entre les services, qu'il contribue à rapprocher. Exemple, l'évaluation réalisée de septembre 2009 à septembre 2010 sur les modes de garde et les freins à l'insertion professionnelle a concerné non seulement la direction petite enfance et la direction insertion mais aussi les partenaires : la communauté d'agglomération(Nantes Métropole), la Caf, le conseil général, la maison de l'emploi, la mission locale. "Elle a permis de vérifier que nos modes de garde n'étaient pas adaptés aux publics en insertion sociale et professionnelle, notamment pour les mères seules à faibles revenus, travaillant plutôt à temps partiel ou avec des horaires décalés. Elle a permis de faire découvrir la logique de parcours d'insertion et ses difficultés aux professionnels petite enfance", explique Mauricette Chapalain, directrice de la petite enfance à la ville de Nantes.

Et comme la démarche a été construite dès l'élaboration des cahiers des charges en concertation étroite entre tous les professionnels, la mise en œuvre des préconisations en a été facilitée, ce qui est souhaitable car la conduite du changement n'est pas un long fleuve tranquille.

UNE PÉDAGOGIE DE LA CONDUITE DU CHANGEMENT

Car Francine Fenet le concède : "La conduite du changement est difficile quand elle vise à modifier les attitudes managériales et les postures pro-

DIALOGUE POUR TOUS : COMMENT ENTENDRE LA VOIX DES SANS-VOIX ?

Parce que la ville se heurte à une évidence : dans les associations, les conseils de quartier, les fédérations, ce sont toujours les mêmes qui interviennent et donnent leur avis, elle a organisé une démarche participative "dialogue pour tous" qui associait durant 7 journées d'ateliers-citoyen une dizaine de professionnels et représentants associatifs et une douzaine de bénéficiaires du RSA. Vous sentez-vous à Nantes plutôt comme un habitant, un usager des services, un citoyen ? Est-ce qu'il y a des éléments de blocage dans les formes de participation et d'échanges que propose la ville : le langage, le regard des autres, les thèmes, le style de réunion ? Sur quels thèmes puis-je apporter mon expérience qui aiderait à réaliser des actions adaptées ? "Les premiers échanges entre les professionnels et les bénéficiaires étaient assez musclés : opération "bidon", démagogique, intention d'instrumentalisation... les bénéficiaires étaient méfiants vis-à-vis de la démarche. Et ils ont renvoyé aux professionnels une image d'eux-mêmes et de l'institution qui n'a pas été forcément bien vécue", raconte Pascal Bolo. Mais, grâce à l'accompagnement d'animateurs externes et sous la forme de diverses techniques d'animation (théâtre forum, qualification mutuelle...), les participants ont pu exprimer des choses, alors qu'ils pensaient que ce qu'ils avaient à dire avait peu d'importance. "Nous avons passé la première étape, qui consiste à établir une relation de confiance. Au terme du processus, ils nous ont dit : "Vous ne vous êtes pas fichus de nous" et leurs remarques ont été intégrées dans un avis citoyen, dont ont découlé douze chantiers". Reste qu'aujourd'hui, l'enjeu pour la ville est d'ancrer ce recueil de la parole des plus exclus de manière plus systématique.



fessionnelles". Ce qui était le cas en ce qui concerne l'évaluation des modes d'accueil qui préconisait une meilleure coordination entre les professionnels de la petite enfance et ceux de l'insertion, avec des mesures concrètes, comme l'identification d'un référent dans chaque relais accueil de la petite enfance (Rape) afin qu'il soit l'interlocuteur privilégié des prescripteurs du conseil général et de Pôle emploi, ou l'expérimentation d'une offre d'accueil renforcée pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA sur le quartier de Nantes-Nord. "Il a fallu qu'on s'entraide, on avait besoin de beaucoup de pédagogie car les secteurs Insertion et Petite enfance ne travaillent pas de la même manière, ne parlent pas le même langage. Il a fallu beaucoup de réunions pour que le dialogue s'instaure".

Des difficultés constatées dans d'autres démarches, comme celle de l'évaluation des pratiques de lecture des Nantais qui a nécessité un accompagnement important du changement dans la pratique du métier des bibliothécaires, afin de satisfaire les usagers qui attendaient davantage d'accueil et d'accompagnement sur le choix des livres que ce qui existait jusqu'alors.

La ville de Nantes est donc bien engagée dans l'articulation de l'évaluation et de l'action, ce qui lui permet d'aller vers plus de transparence en veillant à ce que les résultats des évaluations soient communiqués aux habitants. Et d'ailleurs, une nouvelle publication, "Les cahiers de l'évaluation", va permettre de mieux faire connaître encore ce souci d'agir mieux dans l'intérêt des habitants.

Les principes de la SFE sont : pluralité, distanciation, compétence, respect des personnes, transparence, opportunité, responsabilité. Le congrès annuel de la SFE s'est déroulé à Nantes le 11 juillet 2011

CONTACTS

Ville de Nantes – Mission Évaluation des politiques publiques : 02 40 41 94 97
– Mission Dialogue citoyen : 02 40 41 97 21

EN BREF

DÉPARTEMENTS : MONTÉE EN CHARGE DE LA PCH

Selon la Drees, près de 3,4 millions de prestations d'aide sociale étaient versées, fin 2010, par les départements au titre de l'aide aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance, ou au titre de l'insertion. La plus forte hausse concerne l'aide sociale aux personnes handicapées avec près de 332000 prestations versées fin 2010 soit une progression de 7 % sur un an. Une hausse imputable à la croissance des prestations d'aide à domicile observée depuis la création de la prestation de compensation du handicap (PCH).

Drees, Études et résultats n° 787, janvier 2012 Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2010.

PROSTITUTION : PARIS SE DOTE D'UNE INSTANCE DE COORDINATION

La ville de Paris a mis sur pied une instance de coordination sur la prostitution réunissant des représentants de la préfecture de police de Paris, du parquet, des mairies d'arrondissement et d'associations qui viennent en aide aux personnes prostituées. Un programme de travail a été défini autour de plusieurs axes : mise en réseaux des acteurs concernés, réalisation d'un diagnostic commun sur la prostitution à Paris, développement de l'offre d'hébergement en vue d'une mise à l'abri des victimes de réseaux de prostitution...

HANDICAP : NANTES TOUJOURS MEILLEURE VILLE ACCESSIBLE, SELON L'APF

Pour la troisième année consécutive, l'Association des Paralysés de France rend les résultats de son baromètre de l'accessibilité des personnes handicapées : Nantes est encore en tête, suivie de près par Grenoble puis Caen. Si l'APF reconnaît que des progrès ont été accomplis par de nombreuses villes, elle soutient "qu'il reste encore beaucoup à faire à moins de trois ans de l'échéance d'accessibilité du 1er janvier 2015".

Résultats et analyse du baromètre de l'accessibilité 2011 sur http://presse.blogs.apf.asso.fr

DOCUMENT n° 4

20

Maire d'une ville de 14 000 habitants dans le Haut-Rhin, Jo Spiegel est reconnu comme le chantre de la démocratie participative en Alsace. Nous l'avons rencontré l'an dernier, alors qu'il participait au lancement du Pacte civique. Il y avait partagé sa conviction de la possibilité et de la nécessité de construire et de faire vivre une démocratie exigeante, responsable et édifiante. À la veille d'une grande échéance démocratique, nous avons voulu revenir avec lui sur les enjeux et les ressorts d'une telle démarche. Entretien sans faux-semblants.

"Nous sommes des analphabètes de la démocratie à penser qu'elle ne se fait que par calendriers électoraux"

JAS : Jo Spiegel, pourquoi faut-il refonder la démocratie ?
J.S. : Pour moi, la démocratie ne se limite pas à une procédure institutionnelle, à un bulletin de vote. La démocratie de représentation n'est pas la fin de la démocratie, et je pense que nous sommes des analphabètes de la démocratie à penser qu'elle ne se fait que par calendriers électoraux. Comme le dit Hanna Arendt, la démocratie ce n'est pas des spécialistes, mais c'est tout le monde, en tout lieu et à chaque moment. En fait, le pouvoir naît quand les hommes travaillent ensemble et il disparaît quand ils se dispersent.
Pour réussir à travailler ensemble, il faut qu'il y ait une transformation, plus seulement collective, sociale, mais une transformation personnelle, et l'une doit nourrir l'autre. Je ne crois plus du tout à une transformation collective seule, sans qu'il y ait transformation personnelle. Tocqueville l'avait bien compris lorsqu'il a dit que la démocratie a toujours à voir avec la question de la construction de la personne humaine.



Ainsi, la transformation se fait dans la pratique. La démocratie n'est pas une célébration, c'est une pratique. Pour moi, la politique, c'est mettre les gens en situation de responsabilité et de solidarité ; c'est permettre à chaque habitant, dans sa dignité, dans sa singularité, d'être coproducteur et copropriétaire de l'intérêt général. Le maire est bien plus qu'un simple gestionnaire ou un bâtisseur des temps modernes, il est modestement un ouvrier du mieux vivre-ensemble, qui engage quotidiennement sa responsabilité.

JAS : Quelles sont les caractéristiques de cette participation ?
J.S. : Il faut avoir une conception fondamentalement exigeante de la démocratie. Il faut arrêter de se focaliser sur le tout, tout de suite, maintenant, la facilité, la culture de l'immédiat, la dictature de l'opinion. La démocratie doit être lente. Il faut ensemble avoir le courage d'aller au fond des choses et cesser la démocratie de l'instinct. Lente, cela signifie admettre la complexité de la vie publique et ne plus croire les menteurs qui disent que les choses sont simples. Cela implique donc du temps d'appropriation, et de l'altérité : on ne peut pas pratiquer la démocratie lorsqu'on vient défendre ses intérêts.
Mais, la démocratie doit aussi être

édifiante, elle n'est pas simplement de l'indignation, elle n'est pas simplement du rêve, elle est le fait de solliciter le meilleur de nous-mêmes. Je me refuse, en tant que politique, à jouer la démagogie, à m'adresser à l'instinct le plus bas des habitants. Mais je peux vous dire qu'il n'y a que du bonheur à solliciter des habitants le meilleur d'eux-mêmes. Et c'est possible quand vous fixez un cadre.

JAS : Quel cadre préconisez-vous pour réussir ?

J.S. : Il est important de suivre une "grammaire démocratique" qui va permettre de fertiliser les trois acteurs de la démocratie : les élus avec leurs responsabilités, les techniciens avec leur expertise technique et les habitants avec leur expertise d'usage. C'est d'abord informer, sensibiliser, former, ensuite mettre en débat, puis enfin décider.

Pour que le débat ait lieu de manière constructive, pour qu'on atteigne une haute qualité démocratique, il faut que tout le monde ait le même niveau de compréhension. Donc on se forme

"Le maire est bien plus qu'un simple gestionnaire ou un bâtisseur des temps modernes, il est modestement un ouvrier du mieux vivre-ensemble, qui engage quotidiennement sa responsabilité."

ensemble, pour qu'on puisse avoir un vrai débat. On fixe aussi un périmètre démocratique, parce que la démocratie c'est l'inverse de l'anarchie et de la démagogie.

Il s'agit de mettre les différentes sensibilités et les différentes fonctions sociales autour d'une même table ce qui enrichit considérablement le débat. Il faut tout d'abord élaborer l'agenda avec les habitants et non le leur imposer, cela permet ensuite de cheminer avec eux. Aussi, nous avons mis en place, en 2003, des états généraux permanents de la démocratie car la démocratie est toujours à inventer.

"La démocratie aboutie est celle de la coopération et non pas celle de l'affrontement"

C'est l'état d'esprit de la démarche. À partir de là, nous avons créé un lieu dédié à la démocratie. Nous avons des lieux pour apprendre, des lieux pour produire dans les usines, mais pas de lieu dédié au mieux vivre-ensemble. La Maison de la Citoyenneté est un lieu de pratique de la grammaire démocratique. À partir de la Maison de la Citoyenneté, nous avons mis en place toute une série de dispositifs, dont la pierre angulaire est le conseil participatif.

Ces conseils permettent de fertiliser les points de vue, de la commande politique, de l'expertise d'usage des habitants, et de l'expertise technique. On rassemble les différents points de vue autour de la même table le temps qu'il faut, parce que je pense que la démocratie aboutie, c'est celle de la coopération et non pas celle de l'affrontement.

La Maison de la Citoyenneté est réellement une fabrique de responsabilité et de solidarité, parce que, au fur et à mesure des débats, un peu par enchantement, en détricotant les désaccords et en construisant des accords, on arrive à des compromis dynamiques, ce qui n'a rien à voir avec des consensus mous.

Grâce à ces cadres et au temps nécessaire à la maturation, lorsqu'on arrive au conseil municipal sur les projets qui ont été matures avec les habitants, avec les associations, avec les acteurs, on prend une décision comme un fruit mûr. ■

EN BREF

LAÏCITÉ DANS LES CRÈCHES : UNE PROPOSITION DE LOI CONTROVERSÉE

La proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité religieuse aux structures privées du secteur de la petite enfance et aux assistants maternels exerçant à domicile a été adoptée par le Sénat. Le texte a cependant suscité diverses critiques avec comme principal point d'achoppement, son article 3 qui prévoit que dans le silence du contrat liant un particulier employeur à un assistant maternel, ce dernier devra s'abstenir de toute manifestation d'appartenance religieuse dans le cadre de son activité de garde d'enfants.

EMPLOI SALARIÉ ET POUVOIR D'ACHAT EN BERNE

Selon des données rendues publiques par la Dares et l'Insee, le quatrième trimestre 2011 a été marqué par un recul de 0,2% de l'emploi salarié (-31900 postes) dans les secteurs marchands non agricoles et par une diminution de 0,5% du pouvoir d'achat dans les entreprises de dix salariés ou plus. Sur l'ensemble de l'année, le rythme des créations d'emploi salarié a ralenti, passant de 129300 en 2010 à 108700 en 2011, et le pouvoir d'achat ne progresserait que de 0,1%.

SANS-ABRI : LE CONSEIL D'ÉTAT RAPPELLE L'OBLIGATION D'HÉBERGEMENT

Par un arrêté daté du 10 février, le Conseil d'État a rappelé une nouvelle fois aux pouvoirs publics leurs obligations en matière d'hébergement d'urgence. Symboliquement très forte, cette décision ouvre de nouvelles possibilités juridiques aux demandeurs qui peuvent désormais saisir le tribunal administratif en référé liberté et obtenir une injonction à l'État de les héberger sous 48h. Une procédure plus rapide que celle existant dans le cadre du Dalo, où les délais de réponse de la commission qui instruit les dossiers sont de six semaines.

DOCUMENT n° 5

Territoires et dépendance

Si le dossier « dépendance » pose une question politique et économique à la nation, il correspond localement à la mise en place de politiques devant répondre finement à des besoins humains aussi massifs que sensibles. Suite des réflexions entamées dans le *Territoires* de septembre.

Les aides à apporter aux personnes dépendantes passent par des relations de proximité ; elles sont donc étroitement liées aux territoires. Plusieurs questions se posent : l'interrogation principale est de savoir si les aides apportées vont respecter les fondements du lien social que sont la protection et la reconnaissance (compter « sur » et compter « pour ») ; l'autre est celle de la reconnaissance des problèmes principaux de la dépendance que sont la solitude et la perte de l'intégration sociale, qui implique que, quel que soit son degré de dépendance, la personne âgée trouvera une écoute, de ses suggestions comme de ses désirs.

La question de la nature des aides à apporter aux personnes qui font le choix de vivre le plus longtemps possible à domicile est également rarement posée. On pense spontanément à la distribution de repas à domicile, à l'organisation de services à la personne ou à la mise sur pied de transports à la demande. Entendons-nous bien, ces services sont utiles, mais ils sont loin de répondre à toutes les interrogations. D'une réponse précise à ces questions découleront les liens sociaux à maintenir ou à construire et les modalités des aides à apporter.

Pour ce qui est de l'articulation proximité / territoires, on peut se demander quelle sera la bonne échelle géographique pour chaque forme d'aide et s'il faudra organiser des regroupements de territoires pour optimiser leur efficacité.



Pierre Ducros, professeur honoraire à l'université de Grenoble.

La solidarité, à quelle échelle ?

Les rôles de l'État, des régions, des départements, des agglomérations, des communes doivent être définis. Pour faire face à la dépendance, les coordinations entre ces niveaux conditionnent l'efficacité de leurs actions. Dans notre pays, en dehors des familles et des associations, le soutien aux personnes dépendantes dépend principalement de trois instances : l'État, les départements et les communes (avec parfois les communautés de communes). Si l'on veut échapper à l'approche bureaucratique sans humanité, la règle d'or ne peut être que la proximité : solidarité familiale, solidarité associative, solidarité plus humaine des centres sociaux

François Fillon a reporté les décisions sur la dépendance... au printemps 2012.

L'État

Les ressources financières nécessaires aux collectivités territoriales pour mettre en œuvre leur politique sociale exigent un apport de l'État. Selon la politique sociale du gouvernement en place, cette aide sera plus ou moins importante. Elle était conçue, à la création de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa, créée par le gouvernement Jospin) comme un droit universel pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie. Nicolas Sarkosy, durant la campagne présidentielle de 2007, a promis de faire de la dépendance la priorité sociale de son quinquennat. En fait, il a attendu 2011 pour organiser un débat national sur ce sujet [1]. Quant à ses conséquences concrètes (une loi était prévue à l'automne 2011), François Fillon a annoncé qu'elles seront reportées au printemps 2012.

Les conseils généraux

Les départements ont revendiqué la gestion de l'Apa. Ils l'ont obtenue, mais sans que l'État leur reverse la totalité des sommes nécessaires. Les départements comblent les déficits ainsi créés sur leurs fonds propres (deux tiers de l'Apa). Il se crée de ce fait une grande inégalité territoriale ; le Cantal, par exemple, présente le double handicap d'un fort taux de vieillissement avec une faiblesse des ressources.

Les municipalités et les regroupements de communes

Pour faire bonne figure sur le plan social, telle municipalité organise un portage de repas et / ou diverses formes d'aides à la personne, parfois des transports spécialisés à la demande. Les trop petites structures n'étant pas pertinentes, il arrive que le relais soit alors pris par les communautés de communes.

Les quartiers et le voisinage

Les niveaux d'entraide à l'échelle du quartier, le renforcement des relations de voisinage qui doivent compléter >>>

les solidarités nationale et familiale sont mis en œuvre par certaines municipalités ou associations ou encore par des centres sociaux. Ils rompent avec l'architecture administrative descendante dominante. Leurs formes sont multiples : logements partagés, parrainages, transmission de savoirs, échanges culturels, créativités concertées, solidarités de voisinage, réseaux d'aidants, groupes de parole. Ce sont surtout des petits projets ancrés dans les quartiers. Ainsi, la « Brigade des bricoleurs solidaires » est animée par des bénévoles venant en aide aux personnes âgées aux prises avec les petits problèmes quotidiens.

Les aides des territoires répondent-elles aux besoins ?

Les initiatives d'associations, de municipalités, de communautés de communes, de conseils généraux, de l'État correspondent à des besoins réels. Mais ces aides risquent de passer à côté de l'essentiel. Les vieux ont certes à manger grâce aux plateaux repas, mais tient-on compte des menaces qui pèsent sur leur identité personnelle et sociale ?

La question cruciale du logement

Le vœu très majoritaire (80 %) des personnes vieillissantes est de rester vivre à domicile le plus longtemps possible. Ce souhait a de multiples causes. Beaucoup tiennent à leurs habitudes, leur environnement, leur voisinage. Partir en maison de retraite, c'est s'éloigner d'objets qui évoquent toute leur vie, c'est quitter un milieu social auquel on est habitué, c'est perdre leurs repères. Rester à domicile est une véritable alternative à l'hospitalisation. La question financière est souvent déterminante. Le choix du lieu de vie n'en est souvent pas un véritable, car le « reste à charge » en établissement, plus encore qu'à domicile, est particulièrement élevé. Il devrait être possible de miser sur la coordination des efforts des différents intervenants et de s'organiser en fonction des territoires. Vieillir dans le monde rural ou en centre-ville est une situation différente. Le vieillissement de la population agricole est plus précoce que celui de la population française. La solidarité familiale y est encore active. L'habitat social groupé commence à s'y développer, comme nous le verrons plus loin. Des contrats locaux d'accompagnement du vieillissement devraient être proposés aux intercommunalités.

L'aide aux aidants

Les territoires interviennent (trop rarement) dans le soutien à la solidarité familiale, qui est un élément très important dans l'accompagnement des personnes âgées. On estime que 3,5 millions de personnes soutiennent quotidiennement un proche malade, âgé ou handicapé. Comme pour les personnels permanents, une aide devrait leur permettre d'éviter les phénomènes d'épuisement. Actuellement, aucun dispositif de temps partiel ou de télétravail n'est encouragé pour elles par l'État (en Allemagne, l'octroi d'un congé de soutien familial de six mois est possible). L'aide aux aidants est pourtant essentielle. Leur reconnaissance et leur formation font presque totalement défaut. Il faudrait permettre aux aidants de se déculpabiliser, d'éviter l'usure émotive, d'être capable de gérer des situations difficiles

Beaucoup de résidents en maison de retraite y sont arrivés contraints et forcés.

Un exemple souvent contestable : les Ehpad

Lorsqu'on ne veut pas ou qu'on ne peut plus continuer de vivre à domicile, la voie traditionnelle est d'entrer en maison de retraite. Les maisons de retraite, construites par la plupart des conseils généraux, sont des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Ils ne sont pas toujours bien implantés (en bordure d'une autoroute, loin de la ville, voire à proximité d'une décharge !), l'insertion sociale des occupants n'est pas souvent prise en considération, les couples n'y ont pas accès (contrairement aux habitats groupés). De plus, beaucoup de résidents en maison de retraite y sont arrivés contraints et forcés. Ils y perdent leurs repères : le fait de quitter son chez soi est vécu comme une mort sociale. Le plus souvent, les programmes d'activités sociales, éducationnelles, culturelles laissent à désirer. Il ne faut pas s'étonner que des places soient libres dans de nombreux départements

Des innovations émergent

Dans un rapport récent du conseil d'analyse économique *(Créativité et innovation dans les territoires)*, Michel Godet relève que la créativité, devenue le premier facteur de croissance, n'est pas majoritairement technologique. 80 % des innovations sont de nature sociale, organisationnelle ou commerciale. Il cite notamment l'aide à la personne [2]. Plus de 200 innovations concernant trois problématiques principales (l'habitat, la mobilité, le bien-être) ont été relevées. Elles permettent de répondre à de nouveaux besoins, de diminuer les coûts, de renforcer la solidarité générationnelle et de voisinage, et de créer des objets adaptés à une population vieillissante (domiciles de type nouveau, domotique, etc.). Avant tout, il s'agit d'anticiper : anticiper le départ des enfants pour adapter son logement, réfléchir à temps à un plan de vie, à l'arrivée à la retraite, qui laisse souvent les nouveaux « inactifs » désemparés – surtout les hommes qui sont alors écartés du pouvoir. Les femmes s'en sortent généralement mieux, en retrouvant leur rôle maternel traditionnel grâce à leurs petits-enfants.

Les territoires et l'habitat groupé

L'habitat groupé peut être une réponse au double désir d'indépendance et de protection. Beaucoup de personnes âgées veulent garder une marge d'indépendance, de sociabilité tout en bénéficiant de services collectifs. De multiples formules d'habitat collectif ou groupé existent, ou sont à l'étude. Elles intègrent les dimensions spécifiques du logement des vieux (besoin d'espace privé, mais aussi d'espaces collectifs, besoin de sociabilité permettant de « bien vieillir »). Là encore, la spécificité des territoires entre en jeu. Le sentiment d'appartenance à une communauté s'enracine dans un territoire partagé. L'habitat groupé privé des personnes à haut revenu ne pose pas de problème. Il n'en est pas de même pour



Des innovations permettent de répondre à de nouveaux besoins, de diminuer les coûts, de renforcer la solidarité générationnelle et de voisinage et de créer des objets adaptés à une population vieillissante. ■

24

l'habitat social. Dans certaines villes ou dans certaines régions, des expériences intéressantes comme les foyers logements ont été plus ou moins abandonnées. Leur coût dépassait celui des maisons de retraite traditionnelles (coût du bâti, de l'accueil des personnes en dépendance faible qui est pourtant la clé d'une prévention efficace, coût du gardiennage 24 heures sur 24). Évoquons toutefois deux expériences innovantes d'habitat groupé. D'abord en milieu rural : les Maisons d'accueil rurales pour personnes âgées (Marpa) sont de petites unités de vie (moins de vingt-cinq personnes) en logements privatifs préservant l'intimité des résidents, éventuellement en couple. Elles sont situées au cœur de la vie d'un bourg pour permettre aux personnes âgées de rester au pays. Les logements sont organisés en cercle avec, au centre, une salle commune et des services. Si cette conception architecturale est intéressante, le bon fonctionnement d'une Marpa dépend beaucoup de la personnalité de son directeur et de sa volonté ou non d'ouverture de la Marpa vers l'extérieur. En milieu urbain, citons les « béguinages » du Nord-Pas-de-Calais (et des régions voisines). Leur existence remonte au moyen âge, où des sœurs (les béguines) souhaitaient vivre leur vie dans la religion, mais sans se couper du monde. En période de lutte contre le réchauffement climatique, on redécouvre les vertus urbanistiques de ces bâtiments à murs mitoyens construits autour d'une cour arborée réunissant logements individuels et installations communes. Les « béguinages » modernes n'ont, en général, plus de visée religieuse, mais s'avèrent adaptés à des projets de vie convenant particulièrement bien aux personnes âgées seules. Comme tous ces lieux innovants, ils sont peu ou pas médicalisés. Des aides sont prévues en cas de besoins médicaux ou de service, au fur et à mesure de l'avancée en âge. Si la politique du directeur va dans ce sens, la liberté et l'autonomie sont encouragées, tout en stimulant les relations sociales.

Comment introduire des contre-pouvirs dans la gestion des établissements ?

Et maintenant ?

Au terme de cet état des lieux des relations entre dépendance et territoires, plusieurs questions restent sans réponse.

• Comment se fera la coordination des différentes aides apportées aux personnes dépendantes ? Y aur- t-il un guichet unique pour aider les personnes à s'y retrouver dans le maquis des sigles et des bureaux, ou en resterons-nous à la juxtaposition habituelle des différents spécialistes (infirmiers, aides-soignants, kinés, assistants sociaux, aidants, etc.) ?

• Pour favoriser la nécessaire proximité, nous avons créé une véritable spatialisation des fractures sociales (voir les inégalités entre départements pour l'Apa ou celles des communes pour les dépenses sociales). Comment va-t-on corriger ces distorsions sans retomber dans la centralisation jacobine ?

• Enfin, comment introduire ou développer des contre-pouvoirs dans la gestion des établissements, incluant des bénévoles et / ou des représentants des parents, sans crainte de maltraitance par rétorsion exercée sur le parent ou l'ami dépendant ? Comment introduire de l'humain dans des structures souvent bureaucratiques ?

Tous ceux qui agissent dans les territoires en proximité avec les plus faibles, notamment les personnes dépendantes, ont leur mot à dire. Ils devront aussi être entendus ■

---

1 « Les zones d'ombre du débat national sur la dépendance », Pierre Ducros, *Territoires* n° 520

2 Philippe Langevin rejoint cette analyse dans sa chronique Pays en chantier « Où sont les territoires de la créativité ? », *Territoires* d'avril 2011. Jérôme Guedj précise que « *l'inventivité viendra des acteurs locaux* » (voir l'ensemble du dossier « Les territoires face aux défis de l'âge », *Territoires* n° 498, mai 2009)

DOCUMENT n° 6

25

Développement humain

La 20e édition du « Rapport sur le développement humain », publié par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), vient de paraître (1). Un rapport de plus, direz-vous. Et l'on sait bien que les rapports ne changent pas le monde. Certes, mais il existe des exceptions. Le premier rapport sur le développement humain, daté de 1990, en fut une. D'abord, un rapport publié par une agence des Nations unies (même s'il stipulait que ses analyses et conclusions *« ne reflètent pas nécessairement les vues du Pnud »*) critiquait vigoureusement le « consensus de Washington » professé alors par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) : libéralisation de l'économie, réduction des dépenses publiques, déréglementation, etc. Surtout, cette première édition s'ouvrait sur une affirmation : *« Les personnes sont la vraie richesse d'une nation. »* Cela aurait pu n'être qu'une affirmation rhétorique, mais il n'en était rien puisque, en lieu et place du *« grossier PNB »*, il proposait une vaste batterie d'indicateurs sociaux dont deux – l'espérance de vie et le taux de scolarisation – venaient compléter le produit par tête pour composer l'indice de développement humain (IDH). Certes, il est important de disposer d'un niveau de vie décent, affirmait le rapport, mais jouir d'une bonne santé et d'une éducation de qualité ne l'est pas moins. Et l'un n'implique pas forcément l'autre, tout dépend de la façon dont les gains de revenus sont répartis : davantage de policiers ou d'écoles ?

PAR DENIS CLERC



Il ne suffit pas que l'économie marche bien pour que la société en bénéficie

Vingt ans après, le Pnud persiste. Le rapport met toujours en doute *« l'idée selon laquelle la croissance des revenus (...) serait suffisante pour améliorer la santé ou l'éducation dans les pays à IDH faible ou moyen »*. Mais il enfonce le clou : *« Les marchés peuvent être nécessaires à un dynamisme économique soutenu, mais ils n'amènent pas nécessairement des progrès dans les autres dimensions du développement humain. »* La récente crise financière est *« un rappel brutal des risques d'une libéralisation débridée »*. Les auteurs du rapport se situent explicitement dans la lignée de Karl Polanyi : *« Sans une action étatique et sociétale complémentaire, les marchés peuvent être déficients »* en matière environnementale, sanitaire ou éducative. Bref, il ne suffit pas que l'économie marche bien pour que la société en bénéficie. C'est ce qu'explique, analyses à l'appui, l'excellent hors-série poche d'*Alternatives Economiques* réalisé par le Forum pour d'autres indicateurs de richesse, que je recommande à tous nos lecteurs (2).

Quant à l'IDH, bien que critiqué, il demeure un instrument utile pour montrer que l'évolution économique et l'évolution sociale peuvent plus ou moins fortement diverger. Pour le compléter, l'équipe du Pnud propose deux nouveaux indicateurs composites, l'un centré sur les inégalités (de revenus, de santé et d'éducation), l'autre sur la pauvreté. Entre 1970 et 2010, sur les 135 pays passés en revue, seuls trois (la Zambie, la République démocratique du Congo et le Zimbabwe) ont connu une baisse de leur IDH. Et le rapport souligne que les pays pauvres ont globalement connu une amélioration plus rapide de leur IDH que les pays riches (3). Au sein d'un même groupe de pays du point de vue du revenu, les évolutions divergent sensiblement : ainsi, les Etats-Unis, n° 1 mondial de l'IDH entre 1980 et 1990, sont passés au 2e rang en 1995 et au 3e en 2000 (alors que leur croissance économique entre 1990 et 2000 était la plus forte de tous les pays industrialisés). Ils sont désormais au 4e rang, dépassés par la Norvège (1re), l'Australie (2e) et la Nouvelle-Zélande (3e). Dans le même temps, la France a suivi le chemin inverse, passant du 19e au 14e rang depuis 1980. Mais si l'on tient compte des inégalités, l'IDH des Etats-Unis recule de neuf places, celui de la France de trois, tandis que le Canada (8e en 2010) recule de deux places et la Belgique (18e) progresse de deux, doublant ainsi la France.

Je me réjouis évidemment de ce que les pays pauvres progressent sur le chemin du développement, et que les inégalités soient enfin perçues comme une régression dans ce même chemin. Ce n'est pas encore la fin du *« grossier PNB »*, mais on se rapproche d'une vision plus civilisée.

1. On peut télécharger ce rapport en français sur le site du Pnud : www.undp.org.
2. « La richesse autrement », *Alternatives Economiques Poche* n° 46, à paraître le 23 février.
3. Pour une part, ce résultat provient du choix d'un indice relatif, variant de 0 à 100 : par définition, aucun pays ne peut dépasser ce dernier chiffre, si bien qu'un pays passant de 90 à 100 connaît une progression moindre qu'un pays passant de 20 à 40.